

VD_GERICHTE JS11.009186 vom 18. August 2011

VD Tribunal cantonal, 2011-08-18, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_JS11.009186

FR: VD_GERICHTE JS11.009186 du 18 août 2011

IT: VD_GERICHTE JS11.009186 del 18 agosto 2011

Erwägungen

E. 3

L'appelant conteste la quotité de la contribution d'entretien mise à sa charge pour l'entretien des siens. Il reproche au premier juge de

- 10 - n'avoir pas fait mention des allocations familiales perçues, par 1'290 francs. Il estime en outre que le premier juge s'est fondé à tort sur la capacité contributive dont il a bénéficié durant la vie conjugale et qu'il aurait dû tenir compte du montant indiqué sur les fiches mensuelles de salaire délivrées par son employeur, la société paternelle [...] SA, dès lors que ce montant correspond au salaire qu'il perçoit effectivement. Il rappelle que cette société, sur laquelle repose la capacité contributive retenue par le premier juge, se trouve en proie à de graves difficultés financières et qu'elles l'ont conduit à prélever directement sur son salaire le loyer du logement familial. a) Le juge ordonne les mesures protectrices de l'union conjugale à la requête de l'une des parties et si la suspension de la vie commune est fondée. Il fixe, en application de l'art. 163 CC (Code civil du 10 décembre 1907; RS 210), le principe et le montant de la contribution d'entretien à verser par l'une des parties à l'autre selon l'art. 176 al. 1 ch. 1 CC. Cette contribution se détermine en fonction des facultés économiques et des besoins respectifs des époux. Le législateur n'a pas arrêté de mode de calcul à cette fin. L'une des méthodes préconisées par la doctrine et considérée comme conforme au droit fédéral est celle dite du minimum vital, avec répartition de l'excédent. Selon cette méthode, lorsque le revenu total des conjoints dépasse leur minimum vital de base du droit des poursuites (art 93 LP [loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite; RS 281.1]), auquel sont ajoutées les dépenses non strictement nécessaires, l'excédent est en règle générale réparti par moitié entre eux (ATF 114 II 26), à moins que l'un des époux doive subvenir aux besoins d'enfants mineurs communs (ATF 126 III 8 c. 3c et les arrêts cités; JT 2000 I 29) ou que des circonstances importantes ne justifient de s'en écarter (ATF 119 II 314). Lorsque l'époux attributaire a la charge de plusieurs enfants communs, un partage du montant disponible par 60 % en faveur de l'épouse et 40 % pour l'époux, voire par $\frac{2}{3} - \frac{1}{3}$, échappe à la critique (Juge délégué CACI 14 mars 2011/15). Tant que dure le mariage, chacun des conjoints a le droit de participer de la même manière au train de vie antérieur. En cas de situation financière favorable, il convient ainsi de se fonder sur les dépenses indispensables au

- 11 - maintien du train de vie antérieur, qui constitue la limite supérieure du droit à l'entretien (ATF 129 I 97 c. 3b p. 100 et les arrêts cités; TF 5A_205/2010 c. 4.2.3, publié in FamPra.ch 2010 p. 889). C'est au créancier de la contribution d'entretien qu'il incombe de préciser les dépenses nécessaires à son train de vie et de les rendre vraisemblables. b) Au vu des principes exposés ci-dessus, l'application de la méthode du minimum vital avec répartition des excédents et l'attribution à l'intimée d'une quote-part de 65 % du disponible peut être confirmée. Ces points ne sont d'ailleurs pas contestés par l'appelant. c) L'appelant

reproche au premier juge de ne pas avoir fait mention des allocations familiales, par 1'290 francs. Les allocations familiales ne doivent en principe pas être retenues dans la capacité contributive du débirentier ou du parent gardien, dès lors que ce sont les enfants qui en sont titulaires (TF 5A_402/2010 du 10 septembre 2010, RMA 2010 p. 451 et réf.). Elles n'entrent dès lors pas dans le calcul de la méthode du minimum vital avec répartition des excédents. Au demeurant, selon l'art. 285 al. 2 CC, sauf décision contraire du juge, les allocations pour enfants doivent être versées en sus de la contribution d'entretien. Le moyen, pour autant qu'il en soit un, doit être rejeté. c) Se fondant sur les fiches de salaires signées dès mars 2011 par son père [...], président du conseil d'administration de l'entreprise [...], dont l'appelant est également administrateur, ce dernier invoque que son salaire mensuel brut a été réduit à 4'800 fr., sous déduction de 2'000 fr. de loyer pour le logement familial sis à [...]. Il produit également des extraits de son compte ouvert auprès de la [...] sur lesquels figurent des virements mensuels de 2'800 francs. Le premier juge n'a pas méconnu ces pièces. Il a cependant considéré qu'elles n'étaient pas probantes dès lors que ce n'est que depuis

- 12 - le début de la procédure de mesures protectrices que cette réduction est intervenue, alors que l'appelant avait jusqu'alors toujours bénéficié de virements de l'entreprise familiale supérieurs à 10'000 fr. par mois en 2009 et 2010, nonobstant le fait que la société était financièrement fragile depuis plusieurs années. Cette appréciation est adéquate. La réduction de revenus, brusquement intervenue au moment où la procédure de mesures protectrices était déposée, paraît clairement destinée à diminuer les contributions auxquelles l'appelant pourrait être astreint. La situation de l'appelant, administrateur d'une entreprise familiale dont son père est président du conseil d'administration, est proche de celle de l'indépendant, pour lequel la jurisprudence préconise de prendre en compte les revenus moyens sur plusieurs années, pour tenir compte des fluctuations (Bastons Buletti, L'entretien après divorce: méthodes de calcul, montant, dure et limites, SJ 2007 II 80 note infrapaginale 19; TF 5A_246/2009 du 22 mars 2010, FamPra.ch. 2010 p. 678; TF 5P_342/2001 du 20 décembre 2001 c. 3a). Le premier juge a déjà suffisamment pris en considération l'évolution de la situation, en ne tenant plus compte du loyer jusqu'ici débité du compte actionnaire. En l'état, il y a lieu de s'en tenir à la moyenne des montants versés en 2009 et 2010, qui fournissent le train de vie des époux durant la vie commune. Il est vrai que les exercices 2009 et 2010 de la société se sont soldés par une perte et que les difficultés financières durent depuis plusieurs années. Les revenus versés jusqu'au dépôt de la requête de mesures protectrices ne pourront être maintenus à long terme, si les circonstances financières actuelles perdurent. La situation devra dès lors être revue à la fin de l'année, selon l'évolution de la société. L'appelant ne remettant par ailleurs pas en cause le calcul des charges des parties, ni celui du revenu de l'intimée, le moyen est infondé et l'appel doit être rejeté sur ce point.

E. 4

L'appelant soutient que la contribution d'entretien n'est due que dès le 1er avril 2011, date de la séparation effective des époux.

- 13 - Alors que, dans les considérants de son prononcé, le premier juge a évoqué que la pension pourrait être due dès le 1er mars 2011, début du mois le plus proche du dépôt de la requête, il a finalement fixé le début de cette pension au 1er avril 2011 dans le dispositif. Dès lors qu'il s'agit du début du mois de la séparation effective des époux et qu'il n'est pas établi que l'appelant ait payé toutes les charges pour ce mois pro rata temporis, étant rappelé

qu'il est d'expérience que de nombreuses dépenses sont réglées à la fin du mois concerné, cette solution est adéquate et peut être confirmée. Mal fondé, le moyen doit être rejeté.

E. 5

L'appelant fait valoir que l'intimée fait ménage commun avec un tiers. Elle estime que le premier juge aurait dès lors dû prendre en considération cet élément. Cette circonstance n'est pas établie. L'appelant n'a d'ailleurs requis aucune mesure d'instruction sur ce point en première instance, alors qu'il lui appartenait de le faire en vertu de son devoir de collaboration. Il ne propose pas plus de mesure d'instruction en deuxième instance. Mal fondé, le moyen doit être rejeté.

E. 7

En définitive, l'appel doit être rejeté dans la procédure de l'art. 312 al. 1 CPC et le prononcé confirmé. Les frais judiciaires de deuxième instance sont arrêtés à 600 fr. (art. 63 al. 1 et 65 al. 2 TFJC [tarif des frais judiciaires en matière civile du 28 septembre 2010; RSV 270.11.5]). L'appelant, qui succombe, doit supporter les frais judiciaires (art. 106 al. 1 CPC).

- 14 - L'intimée n'a pas été invitée à déposer une réponse (art. 312 al. 1 CPC). Il n'y a dès lors pas lieu de lui allouer des dépens de deuxième instance. Par ces motifs, le juge délégué de la Cour d'appel civile du Tribunal cantonal, statuant à huis clos, en application de l'art. 312 al. 1 CPC, prononce : I. L'appel est rejeté. II. Le prononcé est confirmé. III. Les frais judiciaires de deuxième instance, arrêtés à 600 fr. (six cents francs), sont mis à la charge de l'appelant A.R._____. IV. L'arrêt motivé est exécutoire. Le juge délégué : Le greffier : Du 19 août 2011 Le dispositif de l'arrêt qui précède est communiqué par écrit aux intéressés. Le greffier :

- 15 - Du L'arrêt qui précède, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié en expédition complète, par l'envoi de photocopies, à : - Me Aba Neeman (pour A.R._____), - Me Laure Chappaz (pour B.R._____). Le juge délégué de la Cour d'appel civile considère que la valeur litigieuse est supérieure à 30'000 francs. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière civile devant le Tribunal fédéral au sens des art. 72 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Dans les affaires pécuniaires, le recours en matière civile n'est recevable que si la valeur litigieuse s'élève au moins à 15'000 fr. en matière de droit du travail et de droit du bail à loyer, à 30'000 fr. dans les autres cas, à moins que la contestation ne soulève une question juridique de principe (art. 74 LTF). Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). Cet arrêt est communiqué, par l'envoi de photocopies, à : - M. le Président du Tribunal d'arrondissement de l'Est vaudois
Le greffier :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.